

Libertés religieuses menacées en Ukraine !

écrit par Nicolas Faure | 7 juin 2024





La passivité des États-Unis et de l'Union européenne vis-à-vis de l'Ukraine en matière de liberté religieuse pourrait conduire à la violation des droits de millions de croyants.

L'Ukraine est sur le point de prendre la dernière mesure visant à interdire la plus grande Église orthodoxe canonique, l'UOC (Église orthodoxe ukrainienne). Le projet de loi correspondant a déjà été adopté en première lecture en octobre 2023, mais le parlement ukrainien a depuis lors reporté son adoption finale. Selon des sources au fait de la situation, ce retard n'est dû qu'à une seule raison : la réticence de M. Zelensky à prendre cette mesure avant de recevoir l'aide de plusieurs milliards de dollars des États-Unis, car certains membres du Congrès appartenant au parti républicain pourraient bloquer l'attribution de cette aide en raison précisément de leur position de principe sur la question religieuse.

Après l'octroi de 60,8 milliards de dollars à l'Ukraine, les intentions des autorités ukrainiennes à l'égard de l'UOC pourraient se concrétiser dans un avenir proche. Rien qu'au cours des derniers mois, de nombreux exemples ont montré que Zelensky déployait des préparatifs minutieux non seulement pour interdire en toute légalité l'UOC, mais aussi pour exproprier ses biens le plus rapidement possible, saisir les terres de l'église et recourir à la répression contre ses défenseurs.

Dans la nuit du 16 au 17 mai, l'une des églises de l'UOC – **le monastère de la Nativité de la Vierge Marie – a notamment été démolie à Kiev.** « Le temple, qui a été consacré par Sa Béatitudo le Métropolitain Volodymyr et Sa Béatitudo le Métropolitain Onuphrius, n'existe plus... » – commentent avec douleur les ecclésiastiques. De nouvelles poursuites pénales ont été engagées contre des moines des laures de Kyiv-Pechersk et de Pochaev. Des perquisitions et des arrestations ont eu lieu chez des employés de l'Union des journalistes orthodoxes qui ont publié des informations concernant la répression à l'encontre de l'UOC.

Ces persécutions gouvernementales à l'encontre de la confession la plus pratiquée en Ukraine se déroulent dans un contexte d'absence quasi-totale de réactions de la part des États-Unis et de l'Union européenne. Même le Vatican, dans son rapport annuel consacré à la liberté religieuse, s'est contenté d'émettre un avis négatif sur la question de la garantie des libertés religieuses en Ukraine, sans même utiliser des termes tels que « poursuite », « persécution » ou « répression ». Les prises de position d'hommes politiques européens, tels que Marcel de Graaf, membre du Parlement européen représentant le parti néerlandais Forum pour la démocratie, ou Joachim Koos, membre du Parlement européen représentant le parti allemand Alternative pour l'Allemagne, n'ont jusqu'à présent **pas suscité de réaction**

publique notable au sein de l'Union européenne.

Il en va de même en Grande-Bretagne, où le synode général de l'Église anglicane a condamné dans son rapport le projet de loi ukrainien sur l'interdiction probable de l'Église orthodoxe ukrainienne, mais les dirigeants du pays semblent vouloir ignorer ce document pour l'instant.

C'est au milieu de ce chaos juridique que s'est déroulée la visite de 10 jours en Ukraine de Robert Amsterdam, un avocat international spécialiste des droits de l'homme et à la tête d'un cabinet d'avocats réputé ayant des bureaux à Washington DC et à Londres. Dans une interview accordée à Tucker Carlson, M. Amsterdam a fait part de ses impressions sur ce qu'il a observé en Ukraine et a abordé le processus d'élaboration du rapport de suivi sur les atteintes aux droits des croyants en Ukraine, qu'il a soumis à l'examen des membres du Congrès : « **Ce document tombera dans le domaine public. Il est assez détaillé, et nous enjoignons le gouvernement américain à classer l'Ukraine parmi les pays où les atteintes aux libertés religieuses sont des plus graves** », a-t-il déclaré lors d'une interview. « Une commission du département d'État américain en a même pris note. »

Tucker Carlson a lui aussi critiqué les mesures prises par le gouvernement ukrainien à l'encontre de l'Église orthodoxe d'Ukraine : « C'est une honte. Je l'ai dit directement au président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, qui se dit chrétien : « **Comment pouvez-vous financer la persécution des chrétiens avec l'argent des contribuables américains ?** ».

« Pourquoi les dirigeants chrétiens, les législateurs chrétiens aux États-Unis ne peuvent-ils pas se manifester et dire que ce comportement est inadmissible, qu'ils n'enverront pas d'argent pour instaurer la tyrannie, pour persécuter les chrétiens, comme cela est le cas ? Cela est-il vraiment si difficile que cela ? – a-t-il ajouté.

Il semblerait que les déclarations d'Amsterdam, de Carlson et d'autres personnes sensibilisées commencent à être entendues, au moins par certains membres du parti républicain. *« Lorsque les dirigeants américains présentent la situation comme une guerre contre la démocratie et les droits de l'homme, il serait bon que le bénéficiaire de l'aide soit un peu plus attentif aux droits de l'homme, y compris aux libertés religieuses »*, a déclaré le sénateur J. D. Vance (R., Ohio), parmi tant d'autres.

Quelques jours auparavant, le 15 mai, la plus importante des organisations internationales s'occupant des questions de liberté religieuse, la Commission des États-Unis pour la liberté religieuse internationale, prenait elle aussi la parole. La commission a envoyé une lettre officielle à l'Ukraine dans laquelle elle exprime son inquiétude quant à l'adoption éventuelle d'une loi interdisant l'Église orthodoxe ukrainienne et considère qu'elle constitue une menace pour la « liberté de religion ou de croyance ». La Commission a abordé cette question à la suite d'une demande de Robert Amsterdam.

Les événements de ces derniers mois en Ukraine montrent clairement que la suspension du processus lancé par Zelensky et ses prédécesseurs en vue d'interdire l'UOC n'était que temporaire et n'était dictée que par une seule raison : l'attente d'une aide financière de la part des États-Unis et le refus de Zelensky de passer pour un dictateur aux yeux des membres du Congrès américain. Mais avec l'attribution de l'aide, la persécution de l'UOC en Ukraine reprend de plus belle, ce qui aura au moins deux conséquences majeures. D'une part, la transformation de l'Ukraine en un État dépourvu de libertés démocratiques entraînera automatiquement le retrait de l'aide occidentale. D'autre part, la répression de la liberté religieuse constituera un revers très sérieux pour Joe Biden à la veille des élections présidentielles, car il ne sera guère possible d'expliquer

aux électeurs américains comment on peut être démocrate tout en soutenant des initiatives antidémocratiques et des mesures visant à réprimer les religions.

Traduction pour Résistance Républicaine, Nicolas Faure